



Une lutte d'intérêt général pour refuser une baisse des salaires de 25% 7 semaines de grève aux Fonderies du Poitou



Cette lutte a besoin de la solidarité et d'un élan national pour gagner et dénoncer un comble de mensonges et d'injustices et de gâchis industriels.

Ensemble pour gagner, la Fédération de la métallurgie, avec les salariés de Châtelleraut, toutes les Unions départementales CGT de la région Poitou-Charentes, appellent les salariés à manifester

le 20 octobre à 14h30 en se rassemblant devant la Mairie de Châtelleraut 78 boulevard Blossac 86100 Châtelleraut pour ensuite manifester dans les rues de Châtelleraut

La FTM CGT, avec ses syndicats de l'automobile, appellent à faire du 20 octobre une journée d'actions et d'arrêts de travail pour exiger partout l'ouverture de négociations sur les salaires.

C'est la bonne réponse à tous ceux qui prêchent l'austérité et les pressions sur les salaires pour opposer les salariés entre eux avec la menace permanente des délocalisations qui détruisent notre industrie et nos emplois.

Ca suffit de ne pas pouvoir vivre de son travail et de se voir imposer mépris et sacrifices.

Cette exigence et cette révolte servent de drapeau aux salariés des Fonderies qui ont vécu l'externalisation, censé assurer leur avenir du groupe Renault qui était censé assurer leur avenir.

Au départ le groupe Montupet repreneur s'est engagé à ne pas toucher aux acquis et aux salaires... Ils tournent autour de 1 700 euros avec 30 ans d'ancienneté c'est loin d'être un privilège.

18 mois après, le groupe Montupet renie ses engagements et exige une baisse des salaires de 25% en menaçant de ne plus alimenter l'usine en charge de travail.

Renault, le donneur d'ordres, est aux abonnés absents et décline toutes responsabilités.

Faute de faire plier les salariés en lutte, le groupe Montupet décide d'engager une procédure de redressement judiciaire devant le tribunal de commerce.

C'est un vrai scandale industriel !

Le groupe Montupet réalise pour les 6 premiers mois 2011, 30% de chiffres d'affaires en plus et améliore son résultat financier de 23%.

Mais ils en veulent toujours plus !

C'est inacceptable d'autant que Renault, donneur d'ordres, totalise aussi des profits conséquents.

Rien n'aura été épargné aux salariés des Fonderies de la part de la direction qui pour justifier ses choix en faveur des actionnaires n'a pas hésité à mentir.

Elle a prétendu que les procédés technologiques notamment la « basse pression », utilisés sur le site étaient dépassés et que la qualité n'était pas au rendez-vous pour justifier du même coup ses investissements en Bulgarie.

L'action unie et les démarches communes de la CGT Renault et celle des Fonderies auront battu en brèche tous les faux arguments de la direction. Les bureaux d'études Renault et Châtelleraut ont démontré que les technologies en cours étaient porteuses d'avenir, utilisées par d'autres constructeurs, elles pouvaient même se révéler plus performantes et moins polluantes.

Les éléments révélés par la CGT sont incontestables. Ils ont contraint le ministre de l'industrie, le cabinet du premier ministre, le préfet à condamner publiquement la stratégie du groupe Montupet.

Le soutien de l'opinion publique et l'émotion des populations devant ce diktat financier a même conduit le préfet à refuser de mettre une salle à disposition de la direction pour ne pas être associé à cette injustice.

Fort du soutien qui s'exprime, la lutte continue depuis 7 semaines, elle met en difficulté le groupe Montupet qui joue la montre et le gouvernement qui pratique double jeu.

En effet, le gouvernement a les moyens d'obliger Montupet et Renault à s'asseoir à la table des négociations et que soit retiré le plan de baisse des salaires.

En agissant pour nos salaires, dans nos lieux de travail et en nous rassemblant à Châtelleraut le 20 octobre, nous unissons nos forces pour refuser le recul social.

Tous ensemble, on va gagner.

Le 13 octobre 2011